

SYRIE

Vague d'arrestations à Homs

Les forces de sécurité ont arrêté hier un grand nombre de personnes, dont plusieurs femmes, à Homs, dans le centre de la Syrie, où des tirs étaient également entendus, ont indiqué des militants.

«Des tirs étaient entendus dans le quartier al-Khalidyé à Homs et les forces de sécurité ont procédé à des arrestations» dans cette ville théâtre de violences meurtrières depuis une semaine, a indiqué Abdel-Karim Rihaoui, chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme.

Le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, a fait état d'une «campagne d'arrestations à Homs, ayant visé notamment plusieurs femmes».

«Des bruits de six explosions ont été entendus vendredi soir près du quartier Baba Amr», a-t-il, en outre, indiqué. Plus d'un million de Syriens ont manifesté hier contre le régime du président Bachar al-Assad, principalement à Hama et à Deir Ezzor, après un appel lancé par les militants de la page Facebook «Syrian Revolution 2011» qui ont dédié la

journée à Homs, où la répression a fait des dizaines de victimes cette semaine.

Durant cette journée, huit manifestants ont été tués à travers le pays par des agents de sécurité ou des milices fidèles au régime syrien.

Selon des militants, l'approche du mois de ramadan, qui commence début août, «préoccupe» le régime qui craint une «intensification des manifestations» le soir, après la sortie des fidèles des mosquées où des prières sont prévues tous les soirs durant ce mois sacré.

«Les autorités veulent étouffer les protestations le plus rapidement possible avant le ramadan», indiquent-ils. Des arrestations ont également été menées hier dans le quartier de Roukn Eddine à Damas. «Les agents de sécurité sont déployés en grand nombre dans ce quartier», a affirmé M. Rihaoui.



Photo : Df

D'autre part, un enfant de douze ans, Talhat Dalal, est décédé hier des suites de ses blessures. Il avait été blessé le vendredi 15 juillet dans la localité de Jobar, près de Damas, par les tirs d'un policier alors qu'il participait à une manifestation, selon l'OSDH.

«Le policier a touché l'enfant à la tête en tirant d'une distance de 25 mètres», a précisé l'ONG. Talhat devait être inhumé hier après-midi à Jobar qui

observe un deuil de trois jours, ont indiqué des militants sur internet.

Depuis le 15 mars, la répression de la révolte populaire en Syrie a fait plus de 1 400 morts civils, entraîné l'arrestation de plus de 12 000 personnes et l'exode de milliers d'autres, selon des ONG des droits de l'homme. Par ailleurs, le conducteur d'un train reliant Alep (nord) à Damas a trouvé la mort, hier dans un accident provoqué par des «saboteurs» ayant démonté des rails, a affirmé l'agence officielle Sana.

ATTENTATS EN NORVÈGE

Six tonnes d'engrais chimiques auraient été utilisées pour la fabrication d'explosifs

Le suspect dans les attentats qui ont fait près d'une centaine de morts vendredi en Norvège pourrait avoir utilisé six tonnes d'engrais chimiques dans la fabrication d'explosifs, ont rapporté les médias locaux hier. Ces sources ont précisé que cette quantité de produits chimiques permet de fabriquer une bombe semblable à celle utilisée dans les attentats de vendredi au centre de la capitale norvégienne Oslo. Selon les médias norvégiens, le suspect de ces attaques est norvégien de souche âgé de 32 ans, qui était hier interrogé par la police. Il est présenté comme un «fondamentaliste chrétien» proche des milieux d'extrême droite. Sur Facebook, ce suspect se présente aussi comme directeur de Breivik Geofarm, une ferme biologique qui lui a donné accès à des produits chimiques susceptibles d'être utilisés pour la confection d'explosifs. La centrale d'achat agricole a indiqué hier qu'il avait acheté six tonnes d'engrais chimiques début mai. Les enquêteurs tiennent cet homme comme responsable des deux attaques, l'explosion d'une bombe dans le centre d'Oslo et une fusillade sur l'île proche d'Utoeya. «Nous avons trouvé des raisons pour le tenir responsable des deux épisodes», a indiqué un responsable de la police norvégienne à la presse. Le Premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, a fait savoir hier que des responsables norvégiens étaient en contact avec des services de renseignements étrangers pour savoir s'il n'y avait pas de main étrangère derrière les attentats en Norvège.

ÉGYPTE

Le Conseil suprême de l'armée réaffirme sa détermination à œuvrer pour la démocratie

Le Conseil suprême des forces armées égyptiennes (CSFA), qui a pris les rênes du pouvoir en Egypte depuis la chute de l'ancien régime de Hosni Moubarak, a réaffirmé hier sa détermination à œuvrer pour «un Etat démocratique à travers des élections parlementaires libres et justes». Dans une intervention télévisée, le chef du CSFA, le maréchal Hussein Tantaoui, a promis de créer les «piliers d'un Etat démocratique», au moment où le pays est confronté à des contestations dénonçant la lenteur des réformes, six mois après la révolte qui a mené à la chute de Hosni Moubarak. Le pouvoir travaille à l'édification des «piliers d'un Etat démocratique défenseur de la liberté et des droits de ses citoyens à travers des élections parlementaires libres et justes, une nouvelle constitution et l'élection d'un président choisi par le peuple», a réaffirmé le maréchal Tantaoui. L'armée est aujourd'hui de plus en plus critiquée en Egypte malgré ses déclarations répétées en faveur de la démocratie et le soutien populaire dont elle a bénéficié pendant le soulèvement de janvier et février. Occupant par centaines la place El-Tahrir au Caire depuis deux semaines, les militants reprochent aux autorités militaires la lenteur des réformes annoncées, le maintien de pratiques répressives héritées de l'ancien régime ou encore la présence de partisans de M. Moubarak au gouvernement et dans la haute administration. Le remaniement du gouvernement de transition jeudi conduit par Essam Charaf n'a pas apaisé la tension, une partie des ministres qui figurent dans le nouveau cabinet ayant déjà servi sous l'ère de Moubarak.

ESPAGNE

Deux mois plus tard, les «indignés» de retour à la Puerta del Sol

Deux mois après leurs premières manifestations, les «indignés» reprennent possession pour deux jours de la place de la Puerta del Sol à Madrid, point de départ symbolique du mouvement où convergeaient hier six caravanes venues de toute l'Espagne.

Depuis un mois, de petits groupes équipés de sacs de couchage et matériel de camping ont parcouru des centaines de kilomètres depuis Barcelone, Malaga, Valence, Bilbao, la Galice ou l'Estrémadure, organisant des assemblées populaires dans chaque village.

Direction Madrid, où les «indignés» se sont donné rendez-vous hier et aujourd'hui pour dénoncer une nouvelle fois le chômage record qui frappe l'Espagne (21,29%), les excès du capitalisme, la corruption, les hommes politiques accusés de ne pas représenter les citoyens.

Armés de marteaux, de planches et de ficelle, ils étaient quelques-uns à achever hier les préparatifs pour accueillir les marcheurs. La Puerta del Sol, occupée du 17 mai au 12 juin par le campement de tentes des manifestants, retrouvait des airs de bivouac festif et coloré. «Nous

préparons le campement pour accueillir les marches venues de province. Nous installons une nouvelle fois la grande cuisine», lançait fièrement Rafael Rodriguez Ballesteros, 56 ans, restaurateur au chômage qui pendant un mois a préparé des milliers de repas pour les occupants de la place.

«Nous sommes revenus pour montrer que le mouvement n'est pas mort, qu'il est toujours vivant, malgré les vacances.» Au même moment, les «marches indignées» atteignaient les portes de Madrid, rejointes par les habitants des quartiers, comme à Vallecas, dans le sud-est de la capitale, point d'arrivée de la caravane venue de Valence où les marcheurs ont passé la nuit.

Après le rassemblement d'hier, les «indignés» prévoient de manifester aujourd'hui dans la soirée jusqu'à la Puerta del Sol,

un mois après leur dernière grande mobilisation, le 19 juin, qui avait rassemblé plus de 200 000 personnes dans toute l'Espagne.

Fort d'un large appui populaire — les deux tiers des Espagnols les soutiennent, selon les enquêtes d'opinion — le mouvement apparu à la mi-mai, sans précédent en Espagne, s'est répandu comme une trainée de poudre, s'enracinant dans tout le pays à travers des assemblées populaires.

«En deux mois, nous avons obtenu quelques réponses», remarquait Fernando Carasa, étudiant en anthropologie de 26 ans. «Nous avons arrêté une soixantaine d'expulsions, créé une pression sociale, réussi une mobilisation plus importante que tout autre parti politique», soulignait cet étudiant, membre du groupe de travail «politique».

De fait, les «indignés» ont pris pour habitude de manifester pour empêcher les expulsions de propriétaires incapables de faire face à leurs emprunts immobiliers, l'une des retombées

sociales les plus explicites de la crise économique. Avec un succès certain puisque des dizaines d'expulsions ont été au moins retardées ces dernières semaines dans toute l'Espagne.

Le gouvernement, embarrassé par ce mouvement citoyen où se côtoient des Espagnols de tous horizons, a semblé apporter une première réponse en annonçant le 1^{er} juillet des mesures d'aide aux foyers surendettés.

Et le candidat socialiste aux législatives de mars 2012, Alfredo Perez Rubalcaba, a annoncé qu'une réforme de la loi électorale, réclamée par les «indignés», serait inscrite à son programme. Sans convaincre un mouvement qui ne cesse de dénoncer la «fracture» entre les citoyens et le monde politique. «En août, comme ce sont les vacances, nous allons rester tranquilles», expliquait Fernando Carasa, «avant de mobiliser à nouveau en septembre, et une journée internationale le 15 octobre».

SÉNÉGAL

Opposants et partisans de Wade comptent leurs forces à Dakar

Plusieurs milliers d'opposants au président sénégalais Abdoulaye Wade se sont rassemblés hier à Dakar pour exiger qu'il ne se représente pas à la présidentielle de 2012, avant un grand meeting de ses partisans qui entendent eux manifester leur soutien à sa candidature.

Les opposants — 8 000 à 10 000 personnes selon la police, au moins 50 000 selon les organisateurs — se sont retrouvés sur la place de l'Obélisque, éloignée du centre-ville où ils n'ont pas obtenu l'autorisation de se retrouver comme ils l'avaient souhaité. «Non à un troisième mandat de Wade», «Wade go, Wade out» (Wade va-t-en, Wade dégage), pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants.

L'un d'eux, Alpha Ciss, rappelle qu'en 2007 «Wade avait dit qu'il n'allait pas se représenter, il faut qu'il respecte sa parole. Tous les problèmes du Sénégal viennent de lui». Pour un autre se faisant appeler Tall, «Wade c'est la déception absolue».

De quelques centaines au début du rassemblement, le nombre de manifestants n'a cessé d'augmenter au fur et à mesure jus-

qu'à atteindre plusieurs milliers à la mi-journée. Armés de boucliers, casqués, les policiers-anti-émeutes étaient présents autour de la place, sans qu'aucun incident ait été signalé depuis le début du rassemblement auquel participent les grands leaders de l'opposition, dont celui du Parti socialiste (PS), Ousmane Tanor Dieng, et de la société civile.

Elle a lieu avant un meeting du parti présidentiel, le Parti démocratique sénégalais (PDS), prévu hier après-midi dans un autre quartier de Dakar, qui sera animé par le chef de l'Etat lui-même. Ces manifestations se tiennent un mois jour pour jour après des émeutes qui avaient fait une centaine de blessés devant l'Assemblée nationale, au moment où les députés examinaient un projet de loi visant à faire élire un président et un vice-président avec un minimum de 25% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de février 2012. Acculé par la contestation populaire et de vives critiques à l'étranger, le président Wade, âgé de 85 ans, avait finalement retiré le texte. La manifestation de la place de l'Obélisque se tient à l'appel du Mouvement des forces vives du 23 juin

(M23), créé après cette journée de violence, et qui rassemble partis politiques d'opposition et organisations de la société civile exigeant que M. Wade ne soit pas candidat à sa succession en 2012. Elle a pour but «d'attirer l'attention sur les risques et les dangers du troisième mandat» qui a créé des troubles dans plusieurs pays africains, dont le Niger, a déclaré un des dirigeants du M23, Alioune Tine, à une télévision privée proche de l'opposition, Walf TV. «Nous avons besoin d'institutions fortes, pas d'hommes forts», a-t-il ajouté, et il faut «ancrer dans nos mœurs l'alternance entrée de manière merveilleuse en 2000» sur la scène politique sénégalaise avec l'élection du président Wade après quarante ans de régime socialiste.

Le chef de l'Etat, élu cette année-là pour sept ans, réélu pour cinq ans en 2007 après une réduction du mandat présidentiel, est à nouveau candidat à sa propre succession en 2012. Ses opposants jugent sa candidature anticonstitutionnelle, estimant qu'il a déjà épuisé ses deux mandats légaux, ce à quoi le chef de l'Etat répond que c'est au Conseil constitutionnel de trancher.